

Le Lloyd 27.9.01 p.1

L'Europe unie dans la crise

LA CRISE internationale provoquée par les attentats de New York et de Washington constitue une épreuve pour l'Union européenne dont elle s'est jusqu'à maintenant plutôt bien sortie. Sans doute n'aura-t-elle pas à affronter le test majeur que représenterait une exigence américaine de solidarité militaire concrète. Une telle demande provoquerait un clivage entre ceux des Quinze qui sont membres de l'OTAN et ceux qui ne le sont pas. Pis encore, elle placerait certains des alliés atlantiques des Etats-Unis dans une situation délicate.

Mais, après avoir invoqué l'article 5 du traité de Washington, qui prévoit une sorte d'assistance mutuelle entre les membres de l'Alliance atlantique, ceux-ci se sont volontiers référés à la deuxième partie du même article, qui laisse à chaque pays le soin de décider la nature et l'ampleur de sa solidarité avec l'allié agressé. Aussi les Britanniques peuvent-ils faire des offres de services aux Américains sans provoquer l'irritation de leurs partenaires.

N'étant pas militairement sollicitée en tant que telle, l'Union européenne a réagi de manière à la fois rapide et pertinente. Dès le vendredi 14 septembre, trois jours après les attaques contre le World Trade Center et le Pentagone, les quinze ministres des affaires étrangères,

en déclarant leur « *solidarité avec la nation américaine* », ont adopté une résolution qui est un véritable ordre du jour pour une lutte à long terme contre le terrorisme. Ce texte va au-delà des mesures policières et judiciaires indispensables. Il esquisse ce que pourrait être le rôle de l'Europe pour favoriser « *l'intégration de tous les pays dans un système mondial de sécurité et de prospérité* », autrement dit pour tenter de couper les racines du terrorisme par une politique de développement et de modernisation du tiers-monde.

Après les ministres des affaires étrangères, ce fut au tour des chefs d'Etat et de gouvernement de se retrouver à Bruxelles pour un Conseil européen extraordinaire. Quel que soit le pays à l'origine de la convocation du Conseil européen extraordinaire (sans doute l'Allemagne), cette réunion, vendredi 21 septembre, était une bonne idée, meilleure qu'une réunion du G8, le groupe des pays les plus industrialisés du monde, qui serait apparue comme le rassemblement des riches par opposition aux pauvres.

L'Union européenne n'encourt pas ce reproche. Pour plusieurs raisons.

Daniel Vernet

Lire la suite page 12

L'Europe unie dans la crise

Suite de la première page

D'abord, parce que ses membres peuvent à juste titre se sentir directement concernés par la traque des terroristes, plusieurs d'entre eux ayant élu domicile dans un pays de l'UE avant d'être activés par leurs commanditaires. Ensuite, parce qu'elle forme de plus en plus un espace unique dans lequel la libre circulation des personnes est à la fois un acquis et un risque. Cette liberté ne peut être à terme garantie que si le risque est contenu. Et celui-ci ne peut l'être que si la coopération entre les polices est renforcée et les barrières bureaucratiques empêchant la poursuite et le jugement des délinquants d'un pays à l'autre abattues. Au lendemain des attentats, les Quinze sont prêts à adopter le mandat d'arrêt européen que certains d'entre eux refusaient depuis plusieurs années et ils vont renforcer les échanges d'informations entre les forces.

Comme souvent, la crise va donner une impulsion à l'unification européenne. En se réunissant en session extraordinaire, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE se comportent comme les responsables d'un sujet international, même si l'Union n'a toujours pas de personnalité juridique. Ils travaillent brièvement - quelques heures - à l'abri du cirque médiatique qui accompagne désormais les conseils européens ordinaires, et prennent des décisions concrètes, pratiques, immédiatement applicables. L'atmosphère studieuse contraste avec les marchandages interminables marquant les conseils où l'ordre du jour est institutionnel, comme celui de Nice en décembre 2000.

Tous les observateurs à ces réunions extraordinaires éprouvent le

même sentiment de voir une collectivité en formation, presque un club, dont les participants apprennent à travailler ensemble, à forger une solidarité, à rechercher une cohésion entre des pays aux traditions et aux statuts bien différents. Ainsi, se met en place une forme de leadership collectif de l'Europe. Les tenants du pragmatisme ne cessent de s'en féliciter. Ils pensent en effet que ces réunions font plus pour l'unité de l'Europe que des semaines de discussion sur la future constitution, la répartition des pouvoirs ou la pondération des voix.

L'Europe se prouve en marchant. Encore faut-il qu'elle marche. Que l'Union tienne ses engagements. Qu'elle soit capable de se montrer active au Proche-Orient comme elle a commencé de l'être au cours des derniers mois. Qu'elle puisse user de ses bonnes relations avec certains pays arabes pour les enrôler dans la coalition contre le terrorisme. Qu'elle soit suffisamment habile pour, à la fois, afficher sa « *solidarité totale* » avec les Etats-Unis, mettre cette solidarité en pratique et faire entendre sa différence sur plusieurs questions internationales. Elle est souvent mieux placée que les Etats-Unis pour comprendre la nature de crises qui se produisent dans son environnement. Sinon pour les résoudre, bien qu'elle en ait théoriquement les moyens. Elle est la seule organisation internationale à disposer de toute une gamme d'instruments d'intervention, politiques, économiques, monétaires, financiers...

INSTRUMENTS MILITAIRES ET CIVILS

D'ici à 2003, elle aura aussi un instrument militaire, une force de réaction rapide comptant en principe soixante mille hommes, pouvant être engagé sur des terrains européens ou extra-européens. Jacques Chirac a même proposé que la force européenne puisse être mise à la disposition des Nations unies pour des opérations

de maintien de la paix. A côté de ce « bras armé », l'Union met en place des forces de police et, à la demande des pays scandinaves, des moyens d'intervention civils. Ce mélange d'instruments militaires et civils, dont la nécessité est apparue évidente au Kosovo au lendemain de la guerre, est une autre originalité de l'UE, qui pourrait se révéler très utile pour lutter contre le terrorisme et ses effets.

Peut-être les objectifs de la force européenne devront-ils d'ailleurs être recentrés. Sans négliger les fameuses « tâches de Petersberg » (missions humanitaires, maintien et rétablissement de la paix), il serait paradoxal que la force européenne puisse intervenir sur des théâtres extérieurs mais ne puisse pas être engagée contre un danger intérieur en Europe même. Lionel Jospin a proposé, lundi 24 septembre, en ouvrant à Paris la session de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), un élargissement des compétences de l'Europe de la

défense dans ce domaine : « *Lorsqu'il s'agit de mobiliser des moyens militaires pour lutter efficacement contre des visées terroristes menaçant le territoire de l'Union, le cadre de l'Europe de la défense peut s'avérer propice au rapprochement et à la coordination des actions* », a déclaré le premier ministre, citant en particulier la surveillance des espaces aérien et maritime.

L'insistance mise par les Quinze sur le rôle de l'ONU dans la lutte à long terme contre le terrorisme est compréhensible, à condition de ne pas conduire à la paralysie. Elle permet de revaloriser le rôle des Européens - deux Etats de l'Union, la France et la Grande-Bretagne, sont membres permanents du Conseil de sécurité - et de tenter de rallier Washington à une approche multilatérale des crises internationales. Ce discours, les Américains, qui découvrent l'utilité d'avoir des alliés, sont en mesure de l'entendre, aujourd'hui plus que jamais.

Daniel Vernet